Avec le soutien de

PLATFORMA
ACTION INTERNATIONALE LOCALE & RÉGIONALE

Le projet PLATFORMA est co-financé par l'Union européenne

MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES
Liberté
Égalité
Fraternité

cités unies france

Termes de Référence

Étude sur l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) dans l'Action Internationale des Collectivités Territoriales

I/ OBJECTIFS ET ATTENTES

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

a. Présentation de CUF

Cités Unies France (CUF) est la tête de réseau, transpartisane et multi-niveaux, de toutes les collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale.

Sa mission est d'accompagner l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur ouverture internationale, de leur rayonnement, de leur attractivité, et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques.
S'appuyant sur la force de son réseau d'adhérents, de son équipe de professionnels et de la confiance de ses partenaires français et internationaux, CUF mobilise expertises, partenaires et financements permettant aux collectivités d'amplifier leur action internationale autour des objectifs du développement durable (ODD).

Le projet stratégique de CUF 2023 - 2027 pose les 4 priorités suivantes :

- Conforter Cités Unies France comme tête de réseau de l'action internationale des collectivités territoriales (AICT) française
- Valoriser le rôle international des collectivités territoriales (CT) dans la résolution des grands enjeux mondiaux
- Coordonner et favoriser la mise en relation et les synergies entre acteurs de l'AICT
- Développer les outils à disposition des collectivités territoriales

b. Présentation de la Dynamique Thématique Jeunesses et ECSI de CUF

Cet espace de travail qui touche une quarantaine de collectivités permet d'aborder, de penser, d'interroger les questions reliant AICT, solidarité internationale, enjeux Jeunesses, questions de citoyenneté. En 2023, la dynamique thématique Jeunesses a intégré la démarche d'ECSI dans ses activités répondant ainsi à une demande croissante des collectivités et partenaires internationaux. Les deux volets de cette dynamique thématique sont parfois traités en propre ou de façon complémentaire.

Plusieurs objectifs spécifiques existent au sein de ce groupe de travail :

- Identifier les enjeux de l'international pour les jeunesses
- Echanger, faire circuler l'information, mutualiser

- Favoriser les croisements avec les groupes-pays de CUF
- S'appuyer sur l'international comme levier d'émancipation et de participation des jeunes en s'appuyant sur la démarche de l'ECSI
- Partager les opportunités d'accompagnement et de financement nationaux et européens

A cet égard, les activités proposées sont variées avec des temps de décryptage et de rencontres avec les acteurs reliés à l'écosystème des Jeunesses et de l'ECSI, du contenu d'éclairage à destination des collectivités, des échanges d'expériences entre pairs…

c. Propos introductifs

La coopération décentralisée est un levier stratégique pour renforcer les relations internationales des collectivités territoriales tout en favorisant des initiatives locales. Elle forme tout à la fois une politique locale et internationale. Sa légitimité se fonde tout autant sur la vision politique qu'elle porte que sur sa capacité à s'ancrer dans les territoires dans lesquels elle se déploie.

En ce sens, de nombreuses coopérations décentralisées intègrent une dimension ECSI.

Cette étude vise à évaluer leur importance et à fournir un état des lieux des initiatives liées à l'ECSI, dans le cadre de la coopération décentralisée.

Au-delà, elle interroge les évolutions des perceptions dans les collectivités françaises par les publics associés et ou sensibilisés sur l'ouverture internationale.

OBJECTIFS DE L'ETUDE

a. Objectif général

- Analyser la place et les déclinaisons qu'occupent l'Education à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale (ECSI) dans la coopération décentralisée française
- Examiner ses influences sur la perception des citoyens de la collectivité sur la solidarité internationale.

b. Impact :

- Renforcement des pratiques de la coopération décentralisée
- Renforcement de la légitimité de la coopération décentralisée

c. Objectifs spécifiques

1. **Quantifier la part des projets liés à l'ECSI dans la coopération décentralisée** :
    - Identifier la proportion des projets dont la démarche est initialement et explicitement reliée à l'ECSI.
    - Identifier la proportion des projets dont la démarche ECSI s'impose progressivement.
    - Évaluer les thématiques des projets en lien avec l'ECSI (environnement, culture, lutte contre les inégalités, ODD, etc.).
    - Mesurer la part des mobilités internationales dans ces projets.

2. **Qualifier ces déclinaisons** :

    - Définir les types de publics ciblés (écoliers, étudiants, jeunes professionnels, adultes, etc.).
    - Identifier les échelons de collectivité impliqués (communes, départements, régions, intercommunalités) en prenant en compte la majorité politique en place.
    - Analyser les partenariats privilégiés en termes de pays et régions géographiques.
    - Proposer une typologie d'actions

3. **Interroger le lien entre ces actions de coopération décentralisée et l'évolution des perceptions des acteurs**

    - Sur le rôle des collectivités à l'international
    - Sur le rôle des acteurs locaux à l'international
    - Sur l'ECSI elle-même

METHODOLOGIE

Approche globale

L'étude s'articulera autour de deux volets méthodologiques complémentaires :

1. **Analyse quantitative** :

    - Recensement et exploitation des projets recensés dans les répertoires édités par CUF et tout autre support pertinent.
    - Faire une enquête quantitative auprès d'un échantillon à déterminer (formulaire en ligne à destination des membres de CUF par exemple)
    - Production de statistiques descriptives pour dégager des tendances globales.

2. **Analyse qualitative** :

    - Analyse de la matière grise sur le sujet (documents produits notamment par l'AFD, RRMA, étude de la DGM (2023) sur le sujet…)
    - Conduite d'entretiens auprès d'acteurs clés :
        - Représentants des collectivités territoriales impliquées dans la coopération décentralisée.
        - Acteurs/experts travaillant dans le champ de la solidarité internationale.
        - Acteurs associatifs et institutionnels (ex. : AFD, France Volontaires, ONGs locales, RRMA, Union Nationale des Missions Locales).
        - Citoyennes et citoyens à interroger pour connaître leur perception de la solidarité internationale *(méthode de sélection de l'échantillon à discuter avec CUF et le comité de suivi)*
    - Études de cas pour illustrer des projets emblématiques ou innovants

LIVRABLES

1. **Guide pour l'action (pour les collectivités) et de cartographies**, synthétique et pédagogique

- Argumentaire en faveur de l'ECSI dans la coopération décentralisée
- Présentation claire et structurée des résultats (incluant graphiques, schémas et tableaux).
- Recommandations pratiques pour développer l'appropriation de la démarche ECSI dans le cadre de l'action internationale des collectivités

NB : ce document sera ensuite maquetté par Cités Unies France

Dossier complet comprenant :

- Description détaillée de la méthode et démarche et des outils utilisés (questionnaires, guides d'entretien).
- Grilles d'entretiens, élaborée en concertation avec Cités Unies France (CUF) et le comité de pilotage incluant le financeur de l'étude pour garantir la pertinence des informations collectées.
- Annexes : tous les documents complémentaires nécessaires pour contextualiser et approfondir les résultats (bases de données, bibliographie, etc.).
- 3. Participation à une réunion de restitution de l'étude

RESULTATS ATTENDUS

- Une compréhension précise de la place de l'ECSI dans la coopération décentralisée et de son influence dans la CT.
- Une analyse des dynamiques de partenariats et des thématiques émergentes autour de la solidarité internationale par le prisme de la coopération décentralisée.
- Des outils opérationnels pour orienter les futurs projets des collectivités et partenaires.

II/ MISE EN OEUVRE

SUIVI DE L'ETUDE

Le pilotage de l'étude sera porté par CUF, qui se chargera de former un comité de suivi avec les parties prenantes de cette étude, qui jouera un rôle d'appui méthodologique et d'identification des acteurs à mobiliser.

Proposition de composition du comité de suivi : CUF, Platforma, 2 ou 3 collectivités territoriales françaises (dont 1 membre du BE), DCTCIV, AFD*, RRMA (1 représentant), FV*

Point de contact à CUF : Amandine Casca, chargée de mission Jeunesses et ECSI, Cités Unies France – a.casca@cites-unies-france.org

CANDIDATURE ET RESSOURCES

a. Ressources méthodologiques

- Accès aux bases de données (Répertoires CUF, base de données CUF…).
- Etudes et analyses sur le sujet
- Mobilisation des experts pour les entretiens (appui de CUF)
- Ressources techniques pour la mise en forme des livrables.

b. Budgétaires

Le budget pour l'étude s'élève à un maximum de 16 000 euros TTC. Ce budget couvrira l'ensemble des frais liés à la prestation.

c. Expériences attendues des soumissionnaires

Les soumissionnaires devront avoir :

1. Une connaissance de l'**AICT** :
    - De ses enjeux
    - De ses acteurs
    - De ses bailleurs et de leurs orientations stratégiques
    - Une expérience avérée du **montage et/ou de l'évaluation de projets d'AICT**
2. Une connaissance de la **solidarité internationale, de l'ECSI :**
    - De ses enjeux
    - De ses acteurs
    - Une expérience avérée du **montage et/ou de l'évaluation de projets** d'ECSI
3. Une connaissance des **collectivités territoriales :**
    - De leur mode de fonctionnement

d. Modalités contractuelles pour le contrat cadre

Le présent appel d'offres donnera lieu à une convention cadre entre Cités Unies France et le cabinet retenu.

e. Organismes éligibles à l'appel d'offres

Tous types d'organismes : associations, groupements, bureaux d'étude, cabinets de conseil, …

f. Processus de sélection

Le présent appel d'offres vise à identifier les consultants intéressés pour la réalisation de la mission sus décrite.

CUF fera une analyse des offres reçues et retiendra, en partenariat le comité de suivi de l'étude

Il est attendu des candidats la rédaction d'une note de **20 pages maximum**, incluant la totalité des annexes.

Le cadre de réponse est le suivant :

- Présentation de votre société / organisme (domaine d'expertise, effectifs, principaux clients…)
- Compréhension du cahier des charges et résumé de votre offre (points forts de votre société)
- Méthodologie de travail proposée
- Présentation de 2 expériences récentes (moins d'un an) sur les prestations attendues
- CV des intervenants que votre organisme s'engage à mobiliser (1 page / CV max.)
- Structure de coût par profil (en euros hors taxes)

Les offres des consultants devront être adressées au plus tard le **Mercredi 05 novembre 2025 à minuit** à Cités Unies France à l'adresse suivante : a.casca@cites-unies-france.org

N.B. Selon le statut de la structure, un avis de situation SIRENE, une déclaration préfectorale ou un extrait K-bis récent est à fournir en annexe.

CALENDRIER INDICATIF

- Mercredi 01er octobre 2025 : publication des TDR
- Mercredi 05 novembre : date limite de retour des offres
- Semaine du 17 novembre : **1ère réunion du comité de pilotage** / sélection du cabinet
- Semaine du 01er décembre : **2ème réunion du comité de pilotage** : cadrage et attentes
- A partir de la 2ème réunion du comité de pilotage : travail des consultants, en lien régulier avec CUF.
- Lundi 23 février 2026 : Remise des livrables intermédiaires
- Semaine du 2 mars : **3ème réunion du comité de pilotage**
- Mercredi 01er avril : **remise des livrables finaux**
- *Mercredi 01er avril - Lundi 27 avril : phase d'édition et maquettage (pour CUF)*

Avant la fin de l'année 2026 : réunion de restitution de l'étude